

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Jean-Christophe Côté-Benoît, atteste la véracité du Rapport financier de Paroisse de Saint-Barnabé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 10 juillet 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	34
Analyse des charges	46

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La municipalité a comptabilisé au cours de l'exercice, des droits sur les carrières et sablières au montant de 17 989 \$. Comme la municipalité n'a pas mis en place les mesures de contrôle lui permettant de s'assurer de l'exactitude des déclarations produites par les exploitants, il ne nous a pas été possible de nous assurer de l'intégralité des revenus inscrits au rapport financier. En conséquence, nous n'avons pu déterminer si les montants des droits en cause, de l'excédent de fonctionnement de l'exercice, de l'actif, du passif et de l'excédent accumulé auraient dû faire l'objet d'ajustement.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DESSUREAULT CPA ET ASSOCIÉS INC.
Par Michel Dessureault, CPA auditeur
Trois-Rivières, le 10 juillet 2023.

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	1 427 552	1 451 933	1 403 061
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 079	3 812	3 933
Quotes-parts	3			
Transferts	4	532 296	208 910	807 653
Services rendus	5	84 992	93 887	101 264
Imposition de droits	6	22 000	114 466	41 976
Amendes et pénalités	7	14 700	18 812	20 213
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	4 600	8 487	7 256
Autres revenus	10	5 000	20 900	44 084
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 094 219	1 921 207	2 429 440
Charges				
Administration générale	14	440 613	457 667	447 407
Sécurité publique	15	216 377	172 057	178 060
Transport	16	572 195	655 598	597 281
Hygiène du milieu	17	554 635	645 843	587 574
Santé et bien-être	18	4 687	2 822	2 165
Aménagement, urbanisme et développement	19	39 668	40 388	75 080
Loisirs et culture	20	139 626	122 475	103 166
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	113 994	97 279	122 563
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 081 795	2 194 129	2 113 296
Excédent (déficit) de l'exercice	25	12 424	(272 922)	316 144
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 021 698	12 705 554
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		13 021 698	12 705 554
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		12 748 776	13 021 698

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	408 958	514 829
Débiteurs (note 5)	2	2 109 734	3 144 632
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 518 692	3 659 461
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	58 120	845 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	186 234	239 145
Revenus reportés (note 12)	12	123 306	170 019
Dette à long terme (note 13)	13	3 672 850	4 172 767
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	4 040 510	5 426 931
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 521 818)	(1 767 470)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	14 237 253	14 764 745
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	20 029	20 029
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	13 312	4 394
	23	14 270 594	14 789 168
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	12 748 776	13 021 698

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 424	(272 922)	316 144
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	525 300)(	90 443)(	959 350)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		617 935	579 508
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(525 300)	527 492	(379 842)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			(1 052)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(8 918)	(1 408)
	13		(8 918)	(2 460)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(512 876)	245 652	(66 158)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 767 470)	(1 701 312)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 767 470)	(1 701 312)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 521 818)	(1 767 470)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(272 922)	316 144
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	617 935	579 508
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	345 013	895 652
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 034 898	312 215
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(52 911)	24 925
Revenus reportés	9	(46 713)	179
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		(1 052)
Autres actifs non financiers	13	(8 918)	(1 408)
	14	1 271 369	1 230 511
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(90 443)	(959 350)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(90 443)	(959 350)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 952 600	
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 457 200)	(905 300)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(786 880)	845 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	4 683	12 965
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(1 286 797)	(47 335)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(105 871)	223 826
Solde déjà établi	33	514 829	291 003
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	514 829	291 003
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	408 958	514 829

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Maskinongé, regroupant 23 municipalités. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes sur la base de la richesse foncière uniformisée de la population.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

a) Actifs financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructure:	15, 20 et 40 ans
Bâtiments:	30 et 40 ans
Véhicules:	10 ans et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement:	20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 ans et 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financier.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Ils sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme une régime de retraite à cotisation déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectation :

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	408 958	514 829
Découvert bancaire	2 (	)(	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	408 958	514 829
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		188 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	1 528 600	

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	150 885	104 675
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 711 376	2 568 955
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	112 225	400 074
Organismes municipaux	15	62 156	19 158
Autres			
▪ Droits de mutation et autres	16	73 092	51 770
▪	17		
	18	2 109 734	3 144 632
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 583 235	2 282 359
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 583 235	2 282 359
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	16 117	16 395
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	16 117	16 395

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt aux taux préférentiel (2.45% au 31 décembre 2021). Au 31 décembre 2021, le solde non utilisé de cette marge de crédit est de 300 000 \$ (2020: 300 000 \$).

De plus, la municipalité a autorisé et négocié auprès d'une institution financière un prêt temporaire d'un montant autorisé de 925 000 \$ pour un projet d'investissement. Ce prêt porte intérêt au taux de 2.45%. Au 31 décembre 2021, le solde non utilisé de ce prêt est de 866 880 \$ (2020: 80 000 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	79 168	113 768
Salaires et avantages sociaux	48	39 605	16 773
Dépôts et retenues de garantie	49	41 187	88 294
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	51	12 786	20 310
▪ Organismes municipaux	52	13 488	
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	186 234	239 145

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	51 417	98 130
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Subventions perçus d'avance	69	57 389	57 389
▪ Subventions reportés	70	14 500	14 500
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	123 306	170 019

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,15	2026	2041	77	3 682 500	4 187 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	3 682 500	4 187 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(9 650)	(14 333)
					87	3 672 850	4 172 767

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88	320 600			320 600
2023	89	327 900			327 900
2024	90	335 800			335 800
2025	91	342 200			342 200
2026	92	351 500			351 500
2027 et plus	93	2 004 500			2 004 500
	94	3 682 500			3 682 500
Intérêts et frais accessoires	95	()	()	()	()
	96	3 682 500			3 682 500

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	15 504 265	914 500		16 418 765
Eaux usées	105	16 113			16 113
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	2 710 715	163 798	108 208	2 766 305
Autres					
▪ Autres	107	191 400	19 438		210 838
▪ Éclairage de rue	108		16 619	(108 208)	124 827
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	444 041			444 041
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	378 551			378 551
Ameublement et équipement de bureau	113	85 398			85 398
Machinerie, outillage et équipement divers	114	148 197	7 287		155 484
Terrains	115	88 211	18 843		107 054
Autres	116				
	117	19 566 891	1 140 485		20 707 376
Immobilisations en cours	118	1 090 344	(1 050 042)		40 302
	119	20 657 235	90 443		20 747 678
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	3 869 147	393 831		4 262 978
Eaux usées	121	12 347	403		12 750
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	1 189 133	161 029	57 643	1 292 519
Autres					
▪ Autres	123	47 499	10 542		58 041
▪ Éclairage de rue	124		4 877	(57 643)	62 520
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	343 595	10 881		354 476
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	258 028	23 371		281 399
Ameublement et équipement de bureau	129	69 738	6 620		76 358
Machinerie, outillage et équipement divers	130	103 003	6 381		109 384
Autres	131				
	132	5 892 490	617 935		6 510 425
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	14 764 745			14 237 253

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	154	13 312
▪	155	4 394
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	13 312
		4 394

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de déneigement et de location, la Municipalité s'est engagé à effectuer des versements pour un montant global de 278 904 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

2022 - 147 316 \$
 2023 - 120 546 \$
 2024 - 2 500 \$
 2025 - 2 500 \$
 2026 - 1 042 \$

Office municipal d'habitation

La municipalité s'est engagée à assumer 10% du déficit de l'OMH de Saint-Barnabé. En 2021, cette contribution se chiffrait pour l'OMH de Saint-Barnabé à 2 635 \$.

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 215 899 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 302 500 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 500 000 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 715 899 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 277 414 \$ sur une période de 19 ans. Les versements à recevoir au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2022 20 952 \$
 2023 33 791 \$
 2024 30 305 \$
 2025 28 314 \$
 2026 26 267 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) Poursuites

Un employé poursuit la municipalité pour congédiement sans cause juste et suffisante. Ce dernier demande à réintégrer son poste et à obtenir une compensation de 166 031 \$ pour les pertes subies. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, étant dans l'impossibilité de prévoir l'issue de ce dossier juridique, aucune provision n'a été comptabilisée. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée à l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La municipalité a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La municipalité n'a pas subi de perte de revenus en 2021 comparativement à 2020 et les charges de fonctionnement ont été maintenues au même niveau pour les deux exercices.

La municipalité prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'il pourrait faire l'objet d'une évaluation.

27 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées ou reclassées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	1 427 552	1 451 933		1 451 933	1 403 061
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 079	3 812		3 812	3 933
Quotes-parts	3					
Transferts	4	232 296	208 910		208 910	282 653
Services rendus	5	84 992	93 887		93 887	101 264
Imposition de droits	6	22 000	114 466		114 466	41 976
Amendes et pénalités	7	14 700	18 812		18 812	20 213
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	4 600	8 487		8 487	7 256
Autres revenus	10	5 000	20 900		20 900	27 877
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	1 794 219	1 921 207		1 921 207	1 888 233
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	300 000				525 000
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					16 207
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	300 000				541 207
	22	2 094 219	1 921 207		1 921 207	2 429 440
Charges						
Administration générale	23	435 556	447 610	10 057	457 667	447 407
Sécurité publique	24	202 125	152 858	19 199	172 057	178 060
Transport	25	384 591	371 340	284 258	655 598	597 281
Hygiène du milieu	26	336 455	354 773	291 070	645 843	587 574
Santé et bien-être	27	4 687	2 822		2 822	2 165
Aménagement, urbanisme et développement	28	39 645	40 252	136	40 388	75 080
Loisirs et culture	29	130 532	109 260	13 215	122 475	103 166
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	113 994	97 279		97 279	122 563
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	434 210	617 935	(617 935)		
	34	2 081 795	2 194 129		2 194 129	2 113 296
Excédent (déficit) de l'exercice	35	12 424	(272 922)		(272 922)	316 144

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 424	(272 922)	316 144
Moins : revenus d'investissement	2 (	300 000)(	)	541 207)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(287 576)	(272 922)	(225 063)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	434 210	617 935	579 508
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	434 210	617 935	579 508
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	229 474)(	229 476)(	224 795)
	18	(229 474)	(229 476)	(224 795)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	55 300)(	74 367)(	36 045)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	76 257	76 257	
Excédent de fonctionnement affecté	21		4 414	4 413
Réserves financières et fonds réservés	22	61 883	(8 118)	(13 215)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	82 840	(1 814)	(44 847)
	26	287 576	386 645	309 866
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		113 723	84 803

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		541 207
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	17 926)(	15 890)
Sécurité publique	3 (	)(	)
Transport	4 (	56 441)(	30 492)
Hygiène du milieu	5 (	16 076)(	887 332)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)
Loisirs et culture	8 (	)(	25 636)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	90 443)(	959 350)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	424 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	74 367	36 045
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	74 367	36 045
	20	407 924	(923 305)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	407 924	(382 098)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	442 252	387 747	377 427
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	84 335	71 099	84 370
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	85 940	77 269	80 180
Autres biens et services	8	769 910	786 617	705 088
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	35 496	48 469	50 750
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	78 498	46 558	71 807
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		2 252	6
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	120 398	120 398	126 737
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	30 756	35 785	37 423
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	434 210	617 935	579 508
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			
▪	22			
▪	23			
	24	2 081 795	2 194 129	2 113 296

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	328 890	347 424
Excédent de fonctionnement affecté	2	56 000	4 414
Réserves financières et fonds réservés	3	238 517	207 098
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(12 619)	(397 242)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	12 137 988	12 860 004
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	12 748 776	13 021 698

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	328 890	347 424
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	328 890	347 424

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget 2022	12	56 000	
▪ Secteur Traitement eaux usées	13		4 414
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	56 000	4 414
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	56 000	4 414

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	202 000	188 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	5 982	11 866
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	30 535	7 232
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	238 517	207 098
	48	238 517	207 098

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
	55 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)(
Assainissement des sites contaminés	57 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)(
Autres		
▪	59 (	)(
▪	60 (	)(
	61 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪	73 (	)(
▪	74 (	)(
	75 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83		12 205
Investissements à financer	84 (	12 619)(	409 447)
	85	(12 619)	(397 242)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	14 237 253	14 764 745
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	14 237 253	14 764 745
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	14 237 253	14 764 745
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	3 672 850)(	4 172 767)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	9 650)(	14 333)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	1 583 235	2 282 359
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99 (	2 099 265)(	1 904 741)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)(	)
	101 (	2 099 265)(	1 904 741)
	102	12 137 988	12 860 004

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité contribue à un REER individuels pour ses employés permanents à raison de 6% du salaire brut en vertu des dispositions de la convention collective de travail.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	16 117	16 395
Autres régimes	117		
	118	16 117	16 395

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 119 _____

Description du régime

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM			
	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 062 232	1 084 783	1 058 942
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 062 232	1 084 783	1 058 942
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	136 775	140 584	139 339
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	44 954	44 954	38 371
Matières résiduelles	15	138 188	136 528	116 567
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	6 500	6 433	6 295
Service de la dette	20	38 903	38 651	43 547
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	365 320	367 150	344 119
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	365 320	367 150	344 119
	29	1 427 552	1 451 933	1 403 061

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	203	203	175
	34	203	203	175
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35			
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	2 171	2 215	2 411
	38	2 171	2 215	2 411
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	2 374	2 418	2 586
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	705	1 394	1 347
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	705	1 394	1 347
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	3 079	3 812	3 933

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	6 000	8 510	7 336
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58	14 500		
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	132 016	115 161	129 120
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64	2 210		618
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		3 175	
Réseau de distribution de l'eau potable	71	16 413	12 846	16 692
Traitement des eaux usées	72	24 059	13 010	21 805
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	5 136	8 393	8 533
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	21 064	34 417	26 355
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	1 500	4 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
Réseau d'électricité	92			
	93	222 898	199 512	210 459

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	20 000		25 000
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	280 000		500 000
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	300 000		525 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	9 398	9 398	10 078
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			62 116
	144	9 398	9 398	72 194
TOTAL DES TRANSFERTS	145	532 296	208 910	807 653

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	12 000	7 452	23 623
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	12 000	7 452	23 623
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155	600	1 288	1 488
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	600	1 288	1 488
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162	51 166	56 607	53 064
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	51 166	56 607	53 064

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	63 766	65 347	78 175

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	26		5
	191	26		5
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197		6 395	
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205		6 395	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	1 000	1 305	2 262
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	1 000	1 305	2 262

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223		600	2 100
Autres	224			
	225		600	2 100
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	20 200	20 240	18 722
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229	20 200	20 240	18 722
Réseau d'électricité				
	230			
	231	21 226	28 540	23 089
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	84 992	93 887	101 264

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	2 000	2 060	2 215
Droits de mutation immobilière	234	20 000	47 704	39 761
Droits sur les carrières et sablières	235		64 702	
Autres	236			
	237	22 000	114 466	41 976
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	14 700	18 812	20 213
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	4 600	8 487	7 256
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			19 824
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	5 000	20 900	24 260
	251	5 000	20 900	44 084
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Budget 2021	Réalisations 2021		Total	Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	54 830	54 771	2 255	57 026	52 657
Greffé et application de la loi	2	22 450	22 106		22 106	5 244
Gestion financière et administrative	3	209 537	204 616		204 616	211 679
Évaluation	4	15 296	15 330		15 330	33 538
Gestion du personnel	5	15 065	10 042		10 042	7 430
Autres						
▪ Autres	6	118 378	140 745	7 802	148 547	136 859
▪	7					
	8	435 556	447 610	10 057	457 667	447 407
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	98 185	98 118		98 118	91 982
Sécurité incendie	10	83 540	54 175	19 199	73 374	84 297
Sécurité civile	11	19 400	565		565	1 781
Autres	12	1 000				
	13	202 125	152 858	19 199	172 057	178 060
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	199 733	192 008	277 308	469 316	380 165
Enlèvement de la neige	15	172 317	166 617	2 904	169 521	203 157
Éclairage des rues	16	7 287	7 095	4 046	11 141	11 213
Circulation et stationnement	17	2 000	5 018		5 018	1 407
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 254	602		602	1 339
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	384 591	371 340	284 258	655 598	597 281

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 900	6 458	22 241	28 699	28 757
Réseau de distribution de l'eau potable	24	110 837	154 282	167 910	322 192	265 335
Traitement des eaux usées	25			56 149	56 149	56 070
Réseaux d'égout	26	45 190	35 656	44 770	80 426	88 116
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	49 700	41 779		41 779	39 788
Élimination	28	57 300	51 880		51 880	54 529
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	61 638	61 638		61 638	50 880
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	5 890	3 080		3 080	4 099
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	336 455	354 773	291 070	645 843	587 574
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 687	2 822		2 822	2 165
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	4 687	2 822		2 822	2 165

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	32 180	26 018	136	26 154	65 883
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	3 000	8 894		8 894	1 500
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 465	3 676		3 676	7 697
Tourisme	49		1 664		1 664	
Autres	50					
Autres	51					
	52	39 645	40 252	136	40 388	75 080
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	19 448	18 172		18 172	17 812
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	99 733	79 638	11 591	91 229	75 057
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	119 181	97 810	11 591	109 401	92 869
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	11 351	11 450	1 624	13 074	10 297
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	11 351	11 450	1 624	13 074	10 297
	67	130 532	109 260	13 215	122 475	103 166

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	103 934	84 583		84 583	109 593
Autres frais	70	10 060	10 444		10 444	12 964
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		2 252		2 252	6
	73	113 994	97 279		97 279	122 563
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	434 210	617 935 (	617 935)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	16 076	887 331
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 394	30 492
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	16 620	19 885
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	19 438	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		1 059
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	20 628	15 890
Machinerie, outillage et équipement divers	19	7 287	4 693
Terrains	20		
Autres	21		
	22	90 443	959 350

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	16 076	887 331
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	46 452	50 377
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	27 915	21 642
	34	90 443	959 350

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 414		4 414	
Réserves financières et fonds réservés	3	11 866		5 884	5 982
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	854 743	424 000	96 328	1 182 415
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 033 718		122 850	910 868
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 904 741	424 000	229 476	2 099 265
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 282 359		699 124	1 583 235
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 282 359		699 124	1 583 235
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	2 282 359		699 124	1 583 235
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
	15				
Autres	16				
	17	2 282 359		699 124	1 583 235
	18	4 187 100	424 000	928 600	3 682 500
Dette en cours de refinancement	19 (	)			(
Reclassement / Redressement	20				)
Dette à long terme	21	4 187 100	424 000	928 600	3 682 500

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	3 682 500
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	12 619
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	5 982
--	---	-------

Débiteurs	9	1 583 235
-----------	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	12	
---	----	--

▪	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 105 902
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	15	
--	----	--

Endettement net à long terme	16	2 105 902
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	227 263
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	2 333 165
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	2 333 165
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1		3 089	
Évaluation	2	15 046	15 046	33 241
Autres	3	28 559	24 766	26 400
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 216	1 216	2 010
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	534	534	530
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	61 638	61 638	50 880
Cours d'eau	13	2 140	2 140	2 603
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	187	187	167
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	6 613	6 442	3 209
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 465	5 340	7 697
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	120 398	120 398	126 737

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	90 443	959 350
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	90 443	959 350

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,07	35,00	3 776,61	139 362	27 765	167 127
Professionnels	2						
Cols blancs	3	1,05	35,00	1 919,75	50 271	10 015	60 286
Cols bleus	4	3,10	36,00	5 803,75	150 687	30 021	180 708
Policiers	5						
Pompiers	6	8,00	1,00	363,00	8 068	988	9 056
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	14,22		11 863,11	348 388	68 789	417 177
Élus	9	7,00			39 359	2 310	41 669
	10	21,22			387 747	71 099	458 846

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	3 175				3 175
Réseau de distribution de l'eau potable	13	12 846				12 846
Traitement des eaux usées	14	13 010				13 010
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	136 952		8 510	34 417	179 879
	17	165 983		8 510	34 417	208 910

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 252	6
	4	2 252	6
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 447	2 247
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 447	2 247
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	54 590	58 691
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	54 590	58 691
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	18 999	23 204
Traitement des eaux usées	18	8 185	28 280
Réseaux d'égout	19	11 806	10 135
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	38 990	61 619
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	97 279	122 563

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Lemay	Maire	7 455	3 727	4 244	2 122
Guillaume Laverdière	Maire	2 485	1 242	1 410	705
Guillaume Laverdière	Conseiller	2 488	1 244		
Stéphanie Rivard	Conseiller	2 765	1 382		
Michel Bournival	Conseiller	2 488	1 244		
Geneviève St-Louis	Conseiller	2 488	1 244		
Jimmy Gélinas	Conseiller	3 317	1 658		
Johanne Gélinas	Conseiller	829	415		
André Bertrand	Conseiller	829	415		
Mario Massicotte	Conseiller	829	415		
Philippe Lafrenière	Conseiller	553	276		
Lynda Chabot	Conseiller	553	276		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 300 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ 3 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 17 989 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☒ 6 ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

16 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 19 ☒

20 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 22 ☒

23 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 25 ☒

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 28 ☒

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

30 31 ☒

32 33

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 35 ☒

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 38 ☒

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☒ 41

42 _____ 8 894 \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 92 073 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 166 617 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 6 673 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 180 847 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \$

Systèmes de drainage

54 \$

Abords de routes

55 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 187 520 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 354 137 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 2023-09-224

b) Date d'adoption de la résolution

61 2023-10-10

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

62 ☐ 63 ☒

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

64

b) Date d'adoption de la résolution

65

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

66

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

67

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

68

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)

69

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)

70

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10)

71

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)

72

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

73

i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)

74

j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

75

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

76 ☐ 77 ☒

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL

78 \$

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres

79 1 348 803 \$

Ministère des Transports

80 320 746 \$

Ministère de la Culture et des Communications

81 \$

Autres ministères/organismes

82 41 827 \$

83 1 711 376 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DESSUREAULT CPA ET ASSOCIÉS INC.

Par Michel Dessureault, CPA auditeur

Trois-Rivières, le 10 juillet 2023

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	1 451 933
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 433
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>1 445 500</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	117 690 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>118 334 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>118 012 350</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,2249/ 100 \$</u>
--	----	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐ 2 ☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☐ 4 ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-10-10

Nom du signataire : Jean-Christophe Côté-Benoît

Date de transmission au Ministère : 2023-10-19

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 794 219	1 921 207	1 888 233
Investissement	2	300 000		541 207
	3	2 094 219	1 921 207	2 429 440
Charges	4	2 081 795	2 194 129	2 113 296
Excédent (déficit) de l'exercice	5	12 424	(272 922)	316 144
Moins : revenus d'investissement	6 (	300 000)(	) (	541 207)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(287 576)	(272 922)	(225 063)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	434 210	617 935	579 508
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	229 474)(	229 476)(	224 795)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	55 300)(	74 367)(	36 045)
Excédent (déficit) accumulé	12	138 140	72 553	(8 802)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	287 576	386 645	309 866
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		113 723	84 803

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	408 958	514 829
Débiteurs	2	2 109 734	3 144 632
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	2 518 692	3 659 461
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	3 672 850	4 172 767
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	367 660	1 254 164
	10	4 040 510	5 426 931
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(1 521 818)	(1 767 470)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	14 237 253	14 764 745
Autres	13	33 341	24 423
	14	14 270 594	14 789 168
Excédent (déficit) accumulé	15	12 748 776	13 021 698

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	328 890	347 424
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget 2022	17	56 000	
▪ Secteur Traitement eaux usées	18		4 414
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	56 000	4 414
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	238 517	207 098
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 (	)(	)
Financement des investissements en cours	30	(12 619)	(397 242)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	12 137 988	12 860 004
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	12 748 776	13 021 698

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 105 902
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 333 165
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	5 982	16 280
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	910 868	1 033 718
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 182 415	854 743
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 583 235	2 282 359
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	3 682 500	4 187 100

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	11	1 427 552	1 451 933
Compensations tenant lieu de taxes	12	3 079	3 933
Quotes-parts	13		
Transferts	14	232 296	208 910
Services rendus	15	84 992	93 887
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	36 700	133 278
Autres	17	9 600	29 387
	18	1 794 219	1 921 207
Investissement			
Taxes	19		
Quotes-parts	20		
Transferts	21	300 000	525 000
Autres	22		16 207
	23	300 000	541 207
	24	2 094 219	1 921 207
			2 429 440

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	435 556	447 610	10 057	457 667	447 407
Sécurité publique						
Police	2	98 185	98 118		98 118	91 982
Sécurité incendie	3	83 540	54 175	19 199	73 374	84 297
Autres	4	20 400	565		565	1 781
Transport						
Réseau routier	5	381 337	370 738	284 258	654 996	595 942
Transport collectif	6	3 254	602		602	1 339
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	161 927	196 396	291 070	487 466	438 278
Matières résiduelles	9	168 638	155 297		155 297	145 197
Autres	10	5 890	3 080		3 080	4 099
Santé et bien-être	11	4 687	2 822		2 822	2 165
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	32 180	26 018	136	26 154	65 883
Promotion et développement économique	13	4 465	5 340		5 340	7 697
Autres	14	3 000	8 894		8 894	1 500
Loisirs et culture	15	130 532	109 260	13 215	122 475	103 166
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	113 994	97 279		97 279	122 563
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	1 647 585	1 576 194	617 935	2 194 129	2 113 296
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	434 210	617 935 (	617 935)		
	21	2 081 795	2 194 129		2 194 129	2 113 296

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		541 207
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(90 443)	(959 350)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	424 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	74 367	36 045
Excédent accumulé	6		
	7	407 924	(923 305)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	407 924	(382 098)

Extrait du rapport financier, page S18